Loi sur la police du commerce

du 20 janvier 1969

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu les dispositions de l'article 31 de la Constitution fédérale;
vu les dispositions des articles 10 et 30 de la Constitution cantonale;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

arrête:

Chapitre 1: Dispositions générales

Article premier¹

La présente loi (ci-après désignée loi) règle l'exercice dans le canton de toute activité indépendante offrant un caractère commercial, artisanal ou industriel, que cette activité soit exercée à titre permanent ou temporaire, dans un endroit fixe ou de manière ambulante.

Elle s'applique également aux liquidations et opérations analogues, ainsi qu'aux foires et marchés, comptoirs et expositions.

Elle est complétée par un règlement d'exécution qui désigne les autorités cantonales compétentes et fixe toutes les modalités d'application, sauf dans les cas où elle réserve expressément une autre voie.

Art. 2

La liberté de commerce est garantie dans les limites fixées tant par la législation fédérale que cantonale avec les réserves que celle-ci comporte, notamment par les dispositions des lois fédérale et cantonale sur le travail, sur le commerce des denrées alimentaires, des boissons alcooliques, des produits pharmaceutiques, des métaux précieux, de la poudre, des explosifs et des armes à feu ou autres.

Sont en outre réservées les dispositions légales prévoyant des autorisations particulières pour des activités indépendantes exigeant des connaissances déterminées ou un contrôle spécial, notamment celles concernant les aubergistes, hôteliers, banquiers, exploitants de cinématographes.

Art. 3

Chacun est tenu d'exercer ses droits et d'exécuter ses obligations selon les règles de la bonne foi et de se conformer aux dispositions légales particulières pouvant entrer en ligne de compte (poids et mesures, contrôle de la qualité et des prix, etc.).

930.1

- 2 -

La concurrence déloyale est prohibée selon les prescriptions spéciales en la matière, notamment celles de la loi fédérale sur la concurrence déloyale.

Sont également interdits les agissements déloyaux dont se rend notamment coupable celui qui:

- a) fournit des indications verbales ou écrites inexactes, exagérées, trompeuses ou fallacieuses portant sur le stock, la nature, l'origine, la provenance, la valeur réelle, le prix, les avantages, les dimensions, la qualité, la quantité ou le poids des marchandises ou des produits offerts en vente;
- b) donne sciemment des renseignements faux à l'autorité aux fins d'obtenir une autorisation, une patente, ou un visa prévus par la présente loi ou d'é luder tout ou partie des droits qui normalement pourraient être exigés;
- c) refuse de vendre une marchandise ou un produit pour le prix auxquels ils sont exposés en vente à un acheteur qui est prêt à payer comptant;
- d) pour faciliter l'écoulement d'une marchandise ou d'un produit, se sert de modes captieux, tels que procédés dits «boule de neige», «chaîne», «avalanche», et autres moyens analogues ou offre des avantages aléatoires (primes, bons, lots, etc.) aux personnes qui ont fait un achat ou fourni une prestation quelconque;
- e) fait une annonce inexacte, trompeuse ou fallacieuse de rabais, d'escompte ou d'autres avantages analogues;
- f) emploie des titres ou des dénominations professionnelles inexacts de nature à faire croire à des distinctions ou capacités particulières;
- g) utilise des emballages dont les inscriptions, la forme, la couleur ou la dimension sont de nature à induire en erreur l'acheteur sur la quantité, la qualité ou la valeur effective de la marchandise ou du produit.

Quiconque tolère de la part de ses mandataires, de ses courtiers en publicité, de ses voyageurs de commerce, de ses employés, ouvriers ou apprentis des actes de la nature de ceux évoqués à l'alinéa précédent ou contraires aux dispositions des alinéas 1 et 2, encourt la même responsabilité que s'il avait agi lui-même.

Art. 4¹

Tout commerçant doit afficher d'une façon bien apparente son nom et sa raison commerciale à l'endroit où il expose ou met en vente ses marchandises dont les indications écrites de prix, de qualité ou de quantité seront claires et précises.

Il doit fournir ces mêmes précisions dans toutes ses annonces ou réclames publicitaires.

Celui qui s'adonne à une activité commerciale temporaire ou ambulante indiquera en outre le siège de son entreprise.

La législation fédérale sur l'indication des prix demeure réservée.

Art. 5¹

Toute publicité relative à des démonstrations ou autres manifestations qui se font hors des locaux de vente et où des marchandises sont présentées en vue d'achat ou de prise de commande doit mentionner, outre les indications exigées à l'article précédent, la nature de ces marchandises et leur prix.

Ces règles sont applicables quel que soit le procédé utilisé pour attirer des personnes hors des locaux habituels de vente et leur présenter des marchandises en vue d'achat ou de prise de commande.

Sont en outre réservées les dispositions de l'article 53 de la loi.

Art. 6¹

Toute annonce publique d'un avantage à l'acheteur (escompte, rabais, prime, etc.) doit indiquer clairement si dans les prix mentionnés cet avantage est compris ou non.

Sous réserve des dispositions valables pour les liquidations et opérations analogues (ventes spéciales), aucun escompte ni rabais ne peut être annoncé sans l'indication du taux.

Art. 7

Le Conseil d'Etat peut, par voie d'arrêté, mettre sur pied une commission consultative dont le rôle consistera à émettre des avis sur les problèmes du commerce valaisan en général et sur l'application de la présente loi en particulier.

Chapitre 2: Activité permanente fixe

A. Commerce ordinaire

Art. 8

Quiconque veut exercer à titre permanent et dans un endroit fixe une activité indépendante offrant un caractère commercial, artisanal ou industriel doit au préalable se faire inscrire auprès de l'administration communale du lieu où s'exercera son activité. Cette disposition ne s'applique pas aux personnes exerçant une profession libérale ou une autre semblable, si elles fournissent uniquement des prestations de services.

Outre son nom, et sa raison commerciale, il indiquera exactement son genre d'activité.

L'autorité communale s'assurera sans tarder que le titulaire possède les capacités éventuellement requises par la législation spéciale et dispose des locaux nécessaires répondant aux différentes exigences légales (hygiène, police du feu, des constructions et des routes, etc.) avant de délivrer une autorisation d'exploiter.

Tant que ces formalités ne sont pas accomplies, toute publicité et tout commencement d'activité sont interdits.

Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux kiosques ouverts toute l'année, ainsi qu'aux succursales et établissements secondaires sis dans une localité autre que celle du siège principal. Dans ce dernier cas, ils doivent être dirigés par un responsable nommé désigné.

Sont en outre réservées les prescriptions fédérales et cantonales sur le registre du commerce.

930.1

- 4 -

Art. 9

Le contrôle de l'activité ainsi déployée incombe à la commune où l'inscription a dû être faite.

La manière dont ce contrôle est effectué et dont les abus éventuels sont réprimés est fixée dans un règlement de police communal soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Art. 10 et Art. 11^{1,6}

Abrogés

B. Liquidations et opérations analogues

Art. 12¹

Seuls les commerçants qui satisfont aux exigences de l'article 8 de la loi peuvent en principe solliciter l'octroi d'une autorisation de liquidation ou d'opération analogue.

Les conditions à remplir sont celles fixées par les prescriptions fédérales en la matière, notamment par celles de l'ordonnance du Conseil fédéral sur les liquidations et opérations analogues.

L'autorisation est délivrée contre paiement d'une taxe qui s'élève à 1% du prix de revient de la marchandise à liquider, mais au minimum à 60 francs pour les ventes spéciales, respectivement à 100 francs pour les liquidations partielles et à 250 francs pour les liquidations totales. La moitié de la taxe revient à la commune du lieu où l'opération se déroule.

Dans les cas exceptionnels (force majeure, situation financière très précaire du requérant, etc.), une réduction de taxe peut être accordée tant par le canton que par la commune moyennant production des pièces justificatives adéquates.

Pour le surplus, les modalités d'application de l'ordonnance fédérale sont renvoyées au règlement.

Art. 13¹

La vente volontaire aux enchères publiques de biens mobiliers ne peut avoir lieu que durant les périodes prévues à cet effet par le règlement, moyennant autorisation préalable.

Elle est soumise au paiement d'une taxe qui s'élève à 2 % du chiffre d'affaires ainsi réalisé, mais au minimum à 200 francs.

La moitié de la taxe ainsi perçue revient à la commune du lieu où la vente se déroule.

La vente aux enchères de biens personnels ou successoraux par le propriétaire ou les héritiers n'est pas soumise aux conditions des alinéas 1 et 2.

Pour le surplus, les dispositions des articles 12, alinéa 4, et 32 s'appliquent par analogie.

Art. 14¹

Toute opération de déballage ou d'étalage qui revêt un caractère de liquidation est assimilée à une vente spéciale.

Il en va de même en ce qui concerne la publicité, si elle confère à l'opération un caractère de liquidation.

Art. 14a³

L'ouverture, l'exploitation, la transformation et la fermeture d'une salle de cinéma, sont soumises à autorisation conformément à la loi fédérale sur le cinéma et à sa législation fédérale et cantonale d'application. En outre, l'exploitant doit être au bénéfice d'une assurance responsabilité civile d'un montant de 5 000 000 de francs au moins.

La surveillance générale appartient au département compétent pour la délivrance de l'autorisation d'exploiter une salle de cinéma.

Les dispositions générales de la présente loi, celles du chapitre 2 traitant du commerce ordinaire et celles du chapitre 6 traitant des mesures administratives et des dispositions pénales, s'appliquent par analogie à l'activité d'exploitant de salle de cinéma.

Chapitre 3: Activité temporaire ou ambulante**A. Dispositions générales****Art. 15**

Par activité temporaire ou ambulante, on entend d'une part le colportage, le déballage, l'étalage, la récupération, la vente temporaire dans les kiosques et la vente itinérante par camions-magasins (commerce ambulante proprement dit) et d'autre part les professions artistiques ou les métiers artisanaux qui ne sont pas exercés gratuitement et à un endroit fixe.

Demeurent réservées les prescriptions fédérales concernant les voyageurs de commerce.

Art. 16¹

Le colportage consiste dans la vente ou l'offre de vente de maison en maison ou dans la rue de marchandises dont il est fait livraison immédiatement ou qui sont expédiées après coup.

Sont assimilées au colportage:

- a) l'offre à domicile d'une marchandise dont le prix, sans être fixé, est laissé au bon plaisir de l'acheteur;
- b) la prise de commandes de localité en localité suivie de la livraison immédiate de la marchandise.

Art. 17¹

Est considéré comme déballage l'ouverture temporaire d'un débit de marchandises dans un immeuble quelconque (hôtel, établissement public, grande surface, local privé, etc.).

930.1

- 6 -

Art. 18

L'ouverture temporaire d'un débit de marchandises sur la voie publique constitue de l'étalage.

Art. 19¹

La récupération consiste dans l'achat ou l'offre d'achat de marchandises ou de biens usagés pratiquée à titre professionnel de localité en localité ou dans un lieu déterminé par des personnes qui ne satisfont pas aux exigences de l'article 8 de la loi.

Est assimilé à la récupération l'achat ou l'offre d'achat de cuirs et peaux, meubles, antiquités, tableaux, etc., pratiqué dans les mêmes conditions que ci-devant.

Art. 20

Par vente temporaire dans les kiosques on entend le commerce qui se pratique dans les kiosques n'entrant pas dans la catégorie définie à l'article 8, que ceux-ci soient placés sur la voie publique ou sur propriété privée.

Art. 21^{1,3}

Entrent dans la catégorie des professions artistiques ou foraines, lorsqu'elles poursuivent un but lucratif:

- a) l'exploitation de cirques, carrousels, stands de tir mobiles et jeux forains divers;
- b) l'organisation de concerts, conférences, galas de variétés, spectacles donnés par des troupes de théâtre, corps de ballets ou autres troupes d'artistes et de manifestations sportives qui comportent une exhibition spéciale de professionnels;
- c) la mise sur pied d'expositions temporaires ou ambulantes montrant au public des objets d'art, panoramas, ménageries et autres curiosités;
- d) les productions musicales, chorégraphiques, artistiques, acrobatiques et autres qui n'entrent pas dans un des genres ci-devant définis.
- e) la diffusion de films.

Art. 22¹

Sont considérés comme artisans ambulants les personnes qui, ne satisfaisant pas aux exigences de l'article 8 de la loi, vont rechercher des commandes de travail à domicile ou qui sollicitent la clientèle sur la voie publique ou dans tout autre lieu où le public a accès.

Art. 23

Nul ne peut exercer l'une des activités prévues à l'article 15, alinéa 1, sans s'être muni au préalable d'une patente délivrée contre finance par l'autorité compétente, à moins que la présente loi ou d'autres prescriptions légales n'en disposent autrement.

Art. 24^{1,3}

Pour obtenir la patente, le requérant doit satisfaire aux conditions ci-après:

- a) avoir l'exercice des droits civils;

- b) produire un certificat de bonnes mœurs, un extrait du casier judiciaire et deux photos passeport, documents qui devront être renouvelés, s'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis leur première présentation;
- c) n'avoir pas contrevenu gravement ou à répétition reprises à la présente loi ni à celle du 14 mai 1971 sur la protection des mineurs dans le cas d'une représentation cinématographique ambulante ou n'avoir pas été condamné dans un délai maximal de cinq ans pour les délits graves relevant du Code pénal suisse (infractions contre la vie et l'intégrité corporelle, infractions contre le patrimoine, infractions contre les mœurs).

Il devra en outre:

- a) préciser exactement le genre d'activité qu'il veut exercer;
- b) fournir toutes indications utiles sur la nature et la provenance licites des marchandises dont il entend faire le commerce;
- c) justifier que l'activité qu'il veut exercer ou que le spectacle qu'il se propose de présenter ne soit pas contraire aux bonnes mœurs ou n'offre pas de danger pour la santé ou pour la vie des personnes ou des animaux.

Dans des cas spéciaux, l'autorité cantonale compétente peut abaisser l'âge requis pour l'obtention d'une patente.

Les exigences de la protection des mineurs, du fisc, de la police de la circulation et des routes demeurent réservées.

Art. 25¹

Une patente ne peut être délivrée à une personne morale qu'à la condition que celle-ci soit représentée par un organe responsable satisfaisant personnellement aux exigences de l'article 24 de la loi et dont les pouvoirs sont certifiés par un extrait du registre du commerce ou attestation en bonne et due forme.

Art. 26¹

Les personnes étrangères à la Suisse ne peuvent obtenir une patente que si elles sont au bénéfice d'un permis d'établissement, du statut de réfugié ou de nomade ou si elles ont épousé un(e) ressortissant(e) suisse et remplissent les autres conditions posées à l'article 24 de la loi.

Le permis d'établissement n'est pas exigé pour l'obtention d'une patente se rapportant à l'exercice d'une profession artistique au sens de l'article 21 de la loi.

Art. 27

La patente peut être retirée après avertissement préalable ou immédiatement dans les cas graves, sans préjudice des sanctions pénales:

- a) si le porteur a donné des fausses indications pour l'obtenir ou s'il viole après coup les obligations assumées en vertu des dispositions de l'article 24, alinéa 2;
- b) quand il exerce encore une autre activité sans s'être muni au préalable de la patente y relative;
- c) lorsque surviennent des faits qui en auraient justifié le refus.

Le renouvellement de la patente peut être refusé à ceux qui pratiquent la mendicité sous le couvert de l'activité temporaire ou ambulante.

Art. 28

La patente est personnelle et intransmissible; elle n'est valable que pour le territoire du canton.

Tout associé, remplaçant ou employé doit aussi se munir d'une patente. Une dérogation à cette règle peut être consentie en faveur des personnes qui assistent un infirme ou dans des cas spéciaux qui pourront être précisés dans le règlement.

Pour les artistes ambulants (art. 21) il est délivré pour toute la troupe une patente. Le titulaire de celle-ci doit satisfaire personnellement aux exigences de l'article 24 et garantir qu'il en va de même pour les membres de la troupe.

Art. 29¹

Pour l'exercice des activités définies à l'article 15 de la loi le prix de la patente variant selon la valeur de la marchandise mise en vente (division en classes) et la durée de l'opération (patente journalière, mensuelle ou trimestrielle) s'élève à:

Première classe

Articles de luxe et objets de prix tels que: tapis, fourrures, meubles de style, objets d'art (tableaux, sculptures, etc.), véhicules à moteur, etc.

300 francs par jour; 3000 francs par mois; 6000 francs pour trois mois.

Deuxième classe

Objets d'art ou articles de luxe d'une valeur unitaire inférieure à 500 francs, articles de mode ou de confection, velours et peluches, dentelles, cristaux et porcelaines, meubles ordinaires, parfumerie et cosmétique, matériel de sports, maroquinerie, peaux, chaussures fines, machines à coudre et à écrire, articles ménagers, instruments de musique, instruments de précision, vélos, matériel photographique, etc.

120 francs par jour; 1200 francs par mois; 2400 francs pour trois mois.

Troisième classe

Bonneterie, habits de travail et orientaux, tricots, literie, chapeaux, chaussures ordinaires, quincaillerie, poterie, coutellerie, miroiterie, librairie de luxe, disques, tapis ordinaires, bâches, brocante, jouets, parapluies, bois et pierres peints, textiles, etc.

60 francs par jour; 600 francs par mois; 1200 francs pour trois mois.

Quatrième classe

Librairie ordinaire, mercerie, mouchoirs et linges, chromo-lithographies, toiles cirées, produits de bain, photographies, vannerie fine, imagerie, bimbeloterie, papeterie, fournitures de bureau, articles de fête, bazar et décoration, etc.

30 francs par jour; 300 francs par mois; 600 francs pour trois mois.

Cinquième classe

Ustensiles en métal, faïence, verrerie ordinaire, clochettes, sonnettes pour le bétail, timbres en métal ou caoutchouc, ouvrages en gypse, savons ordinaires, brosses, balais, éponges, denrées, fruits et légumes, cordes, bougies, produits d'entretien (cire), etc.

20 francs par jour; 150 francs par mois; 300 francs pour trois mois.

Sixième classe

Journaux, vannerie et poterie communes, vieux ustensiles, chiffons, fleurs, semences, plantes, instruments agricoles et objets de boissellerie, récupération d'objets divers, etc.

10 francs par jour; 75 francs par mois; 150 francs pour trois mois.

Art. 29bis¹

Lorsque les marchandises négociées entrent dans diverses classes, la patente pour la classe la plus élevée est perçue.

Les aides ou employés doivent être en possession d'une patente qui leur sera accordée avec une réduction de 50%. Il n'est pas délivré de patentes d'aide pour le colportage sauf cas exceptionnels applicables aux infirmes ou handicapés.

Les personnes tombant sous le coup de l'article 16, alinéa 2, lettre *b*), de la loi sont soumises au paiement d'une patente annuelle pouvant varier entre 200 et 500 francs suivant l'importance et la fréquence de l'opération.

Les exploitants de grandes surfaces qui autorisent des tiers à pratiquer le débarrage à l'intérieur ou devant leurs locaux de vente sont soumis au paiement d'une patente annuelle pouvant varier entre 500 et 5000 francs selon les critères de l'alinéa précédent.

Le fait de ne pas utiliser la patente ne donne pas droit à sa prorogation, à moins que le titulaire puisse invoquer un cas de force majeure (maladie ou accident grave, décès dans la famille, etc.).

Art. 29ter¹

Pour l'exercice des activités définies à l'article 21 de la loi, le prix de la patente varie entre 10 francs et 1000 francs par jour et par représentation suivant l'importance de la manifestation, les droits d'entrée perçus, la participation du public et le nombre d'artistes qui se produisent.

Il peut être perçu une patente mensuelle qui varie entre 100 francs et 5000 francs par mois selon les critères énoncés à l'alinéa précédent.

Pour les artistes rémunérés au cachet, il est perçu une taxe égale à 2% du montant du cachet.

Art. 29quater¹

Pour l'exercice des activités définies à l'article 22 de la loi, le prix de la patente s'élève à:

10 francs par jour; 75 francs par mois, 150 francs pour trois mois.

Art. 30

Dans chaque commune du canton où il veut exercer une activité temporaire ou ambulante, le porteur de la patente doit au préalable faire viser celle-ci par l'autorité communale.

Elle fera rapport à l'autorité cantonale, si cette dernière a été trompée. Dans ce cas, elle peut surseoir à l'apposition du visa jusqu'à ce que l'affaire soit élucidée, ce qui rend inopérante sur son territoire la patente délivrée par le canton.

En même temps qu'elle appose son visa, la commune peut exiger séance te-

nante l'acquittement d'une taxe dont le montant n'excédera pas celui de la patente cantonale.

Art. 31¹

L'administration communale peut exiger en sus de la taxe une location équitable lorsque l'activité ambulante ou temporaire s'exerce sur la voie publique.

Si l'emplacement ou le local où s'exerce l'activité ambulante ou temporaire est fourni par des particuliers, ceux-ci exigeront que la patente dûment visée par la commune leur soit produite avant tout début d'activité. Une infraction à cette règle ne pourra être punie que si le propriétaire a été personnellement mis en garde.

Art. 32¹

Les commerçants régulièrement établis dans le canton au sens de l'article 8 de la loi et y exerçant à titre permanent une des activités pour lesquelles ils demandent une patente et qui prouvent qu'ils y acquittent leurs impôts ont droit à une réduction de moitié du prix de la patente.

Art. 33¹

L'autorité cantonale compétente peut accorder une réduction de prix de la patente, si le paiement de celle-ci a des conséquences financières trop dures pour le débiteur, ce qui devra être établi par la production de pièces justificatives adéquates (certificat d'indigence délivré par la commune de domicile, etc.).

Elle peut également accorder une réduction, voire l'exonération de toute taxe, dans des cas spéciaux, notamment lorsque l'activité ambulante ou temporaire est déployée à des fins non lucratives, pour une œuvre de bienfaisance ou dans un but d'utilité publique.

Dans les cas d'exonération totale, un simple émolument sera requis pour la délivrance de l'autorisation d'exercer l'activité ambulante ou temporaire.

Sauf motifs impérieux, les communes accorderont les mêmes faveurs que le canton.

Les modalités d'application de cet article seront précisées dans le règlement.

B. Dispositions particulières**1. Commerce ambulante proprement dit****Art. 34¹**

Sont interdits le colportage, le déballage, l'étalage et la vente temporaire des objets suivants:

- a) les armes et les matières explosives ou facilement inflammables;
- b) les poisons et les substances vénéneuses;
- c) les médicaments et produits pharmaceutiques, les appareils médicaux et articles sanitaires;
- d) les boissons distillées et fermentées de tout genre;
- e) les pierres précieuses, les métaux précieux, les objets en matière précieuse et les articles d'horlogerie;
- f) les vieux habits, la lingerie et la literie usagées;

g) les publications ou les objets obscènes.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être consenties par l'autorité cantonale compétente dans des cas spéciaux qui pourront être précisés dans le règlement.

Les communes peuvent restreindre par la voie de leur règlement de police la vente ambulante ou temporaire de billets de loterie et de tombola.

Art. 35

Il est défendu:

- a) de colporter, d'étaler, de débiller, de récupérer ou de vendre temporairement dans les kiosques en dehors des heures d'ouverture des magasins telles que fixées par le règlement de police communal, sauf autorisation dérogatoire spéciale qui pourra être accordée par l'autorité communale à l'occasion de fêtes ou de réjouissances publiques ou dans des cas tout à fait spéciaux;
- b) de colporter dans les établissements publics et bâtiments d'administrations publiques.

Des dérogations pourront être consenties par l'autorité compétente.

Art. 36¹

Abrogé.

Art. 37

Sont exempts de patente:

- a) le commerce ambulante ou temporaire d'articles de l'artisanat domestique valaisan vendus par le fabricant lui-même ou un membre de sa famille;
- b) le commerce ambulante ou temporaire d'œuvres d'artistes valaisans ou domiciliés en Valais vendues par l'auteur lui-même ou un membre de sa famille;
- c) le commerce ambulante ou temporaire de produits du sol valaisan vendus par le producteur lui-même, un membre de sa famille ou une association de producteurs;
- d) le commerce ambulante ou temporaire de baies sauvages cueillies par le vendeur lui-même ou un membre de sa famille;
- e) le commerce ambulante ou temporaire de produits de la chasse et de la pêche du canton dans le cadre des prescriptions particulières de la législation en la matière.

Dans tous les cas une attestation de l'autorité communale au sujet de la provenance licite de la marchandise peut être exigée.

Art. 38

Le commerçant qui étale ses marchandises devant son magasin moyennant accord de l'autorité communale n'est pas tenu de prendre une patente et ne tombe pas sous le coup des dispositions de l'article 34.

Avec le consentement de la commune, il peut même choisir un autre emplacement dans la localité.

Art. 39

Quiconque fait le commerce ambulante ou temporaire d'occasions ou d'antiquités est astreint à la tenue d'un registre renseignant sur tous les marchés conclus et la provenance de la marchandise.

Les modalités de la tenue de ce registre seront fixées par voie d'arrêté du Conseil d'Etat.

Art. 40¹

La vente itinérante par camions-magasins est soumise au paiement d'une taxe qui s'élève au maximum à 2% du chiffre d'affaires ainsi réalisé.

La moitié de la taxe entièrement perçue par le canton revient aux communes proportionnellement aux arrêts-ventes dénombrés sur leur territoire.

Les modalités d'application de cet article seront précisées dans le règlement.

2. Professions artistiques et métiers artisanaux ambulants**Art. 41¹**

L'autorité cantonale compétente peut en totalité ou en partie exonérer de la patente cantonale et la commune entendue de la taxe communale celui qui exerce une ou plusieurs des activités définies à l'article 21 dans un but purement artistique ou scientifique.

L'organisation de manifestations définies à l'article 21, lettre *b*, n'est pas soumise à patente à condition que l'entrée soit gratuite et qu'il n'y ait ni quête, ni vente. Dans le cas contraire, une exonération totale ou partielle de la patente n'entre en ligne de compte que si la manifestation est organisée au profit d'œuvres de bienfaisance ou lorsqu'elle revêt un caractère d'utilité publique.

Les dispositions de l'article 33, alinéas 3, 4 et 5, s'appliquent par analogie.

Art. 42¹

Abrogé.

Art. 43

Les artistes ambulants ne peuvent exercer leur activité qu'aux heures et lieux fixés par l'autorité communale.

Cette dernière assume le contrôle en général et veille en particulier à l'observation des dispositions de l'article 24, alinéa 2, lettre *c*.

Art. 44

En délivrant les visas à l'occasion de manifestations telles que fêtes de chant, de musique, de gymnastique, assemblées et rassemblements, l'autorité communale veille à ne pas créer un monopole abusif en faveur d'un ou de plusieurs forains.

Art. 45¹

Abrogé.

Art. 46

A moins qu'ils n'entrent dans le programme habituel de l'établissement, les manifestations et spectacles payants organisés chez lui par le tenancier d'un établissement public ne peuvent être présentés que par des personnes munies d'une patente.

Art. 47¹

Abrogé.

Chapitre 4: Exploitation d'appareils automatiques et de jeux divers**Art. 48¹**

L'exploitation d'appareils automatiques, semi-automatiques, électromagnétiques (distributeurs de marchandises, appareils de jeu, de musique, de photographie, balances, etc.) et d'installations automatiques similaires (parcomètres, ski-looks, stations-lavage, distributeurs d'essence, solariums, etc.) mis à disposition du public contre finance est soumise à patente sauf celle de distributeurs de marchandises installés dans les locaux commerciaux et dont l'exploitant est propriétaire.

Fait exception à cette règle l'exploitation à des fins d'utilité publique d'automates tels que téléphones publics, distributeurs de timbres-poste, de cartes postales, de billets de transports publics, de parcomètres publics, de solariums, etc., non soumise à patente.

L'exploitation à l'usage du public d'appareils de jeux distribuant des gains en argent ou sous forme de marchandise est interdite, que l'issue du jeu dépende du hasard ou de l'habileté du joueur.

Art. 48bis^{4,5} Jeux automatiques dans les maisons de jeu

Abrogé

Art. 49¹

L'organisation publique à des fins lucratives de jeux divers, qu'il s'agisse de jeux de hasard ou d'adresse, est soumise à patente, sous réserve des dispositions spéciales en la matière, notamment de celles de la loi fédérale sur les maisons de jeu et celles de la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels.

L'autorité cantonale compétente peut accorder des dérogations pour certains jeux de hasard (roue de la fortune, jeu de devinette, etc.):

- a) à l'occasion de fêtes ou kermesses organisées par des sociétés locales ou cantonales régulièrement constituées, à condition que l'exploitation soit assumée par elles-mêmes et à leur profit exclusif;
- b) lors de manifestations organisées en faveur d'œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique.

930.1

- 14 -

Les jeux à l'argent pratiqués à titre privé ou organisés à des fins lucratives dans des locaux accessibles au public, plus particulièrement dans les établissements publics et d'hébergement touristique au sens de la loi du 26 mars 1976 en la matière sont interdits.

Art. 49bis¹

L'organisation contre finance d'inscription de concours divers (concours de pêches, de yass, matches de quilles, de bowling, etc.) est soumise à autorisation et au paiement d'une patente délivrée par l'autorité cantonale compétente, selon les modalités fixées par voie d'arrêté du Conseil d'Etat.

La patente est remplacée par un simple émolument, si l'organisateur du concours est une société ou association à but idéal et sans fin lucrative.

Les concours ou distributions de cadeaux ou primes organisés par une entreprise commerciale pour promouvoir la vente ou célébrer un jubilé ne sont autorisés que si la participation au concours ou le bénéfice de la distribution ne sont pas liés à une obligation d'achat.

Art. 49ter¹

La réglementation de cas spéciaux (ouverture d'un salon de jeu, exploitation de jeux de quilles automatiques ou bowlings, d'appareils de jeu du genre courses de voitures miniatures, stands de tir automatiques, etc.) est réservée au Conseil d'Etat qui édicte les dispositions nécessaires par voie d'arrêté.

Avant la délivrance d'une patente la commune concernée est entendue.

Art. 50¹

Le prix de la patente pour l'exploitation d'appareils ou installations automatiques au sens de l'article 48, alinéa 1, de la loi variant selon le genre d'appareils et le coût d'utilisation s'élève par appareil ou monnayeur à:

Première classe

Appareils électriques, électromécaniques ou électroniques (genre jeux américains):

300 francs par an ou 50 francs par mois.

Deuxième classe

Appareils à musique (tourne-disques, etc.), cabines et autres appareils d'enregistrement automatique de photographies, distributeurs de cigarettes, de marchandises ou autres prestations d'une valeur unitaire de 1 franc et au-dessus:

150 francs par an ou 30 francs par mois.

Troisième classe

Appareils de jeu non électriques (football de table, billard, hockey, etc.) et distributeurs de marchandises ou autres prestations d'une valeur unitaire de 50 centimes à 1 franc:

60 francs par an ou 10 francs par mois.

Quatrième classe

Distributeurs de marchandises ou autres prestations d'une valeur unitaire inférieure à 50 centimes:

30 francs par an ou 5 francs par mois.

Cinquième classe

Installations automatiques et autres semblables offrant des services divers (parcomètres, ski-looks, distributeurs d'essence, caissettes à journaux, etc.):
10 à 50 francs par an.

Art. 50bis¹

Le prix de la patente pour l'organisation de jeux au sens de l'article 49, alinéa 1, de la loi s'élève de 20 à 50 francs par jeu et pour la durée de la manifestation.

Le prix de la patente pour l'organisation de concours au sens de l'article 49bis, alinéa 1, de la loi s'élève à 10% du montant total des prix d'inscription au concours mais au minimum à 50 francs.

Art. 50ter¹

Indépendamment de la patente qu'il doit payer pour chaque appareil de jeu conformément aux dispositions de l'article 50 de la loi, l'exploitant d'un salon de jeu est tenu de s'acquitter annuellement d'un droit variant entre 300 et 600 francs suivant le nombre d'appareils installés.

L'exploitant de jeux ou appareils de jeu au sens de l'article 49ter de la loi est soumis au paiement d'une patente annuelle variant entre 300 et 600 francs par unité, suivant la grandeur de l'appareil et l'importance de la prestation à fournir par l'utilisateur. Il en est exonéré, s'il est propriétaire des appareils et que ceux-ci font partie intégrante de l'établissement public dans lequel ils se trouvent.

Art. 51¹

Les dispositions des articles 24, alinéas 1, lettres *a*, *b* et *c*, et 4, 25, 26, alinéa 1, 27, 28, alinéa 1, 30, 32, 33, alinéas 2 et 4, 34, alinéas 1 et 2, et 37 sont applicables par analogie à l'exploitation d'appareils automatiques ou d'installations automatiques et à l'organisation de jeux et concours divers au sens des articles 48, 49 et 49bis ainsi qu'aux cas visés à l'article 49ter.

Chapitre 5: Foires, marchés, comptoirs et expositions

Art. 52¹

Les foires et marchés (brocante, braderie, etc.) organisés sur la voie publique sont assimilés à de l'étalage et soumis aux mêmes règles que celui-ci.

Leur organisation relève de la compétence de la commune qui édicte les éventuelles dispositions d'application dans son règlement de police, sauf en ce qui concerne les foires et marchés de bétail qui sont autorisés par le Conseil d'Etat.

La législation particulière (santé publique, commerce et police sanitaire du bétail, etc.) ainsi que les dispositions des articles 14, 34 et 38 de la loi demeurent réservées.

Art. 53¹

L'organisation d'expositions, de comptoirs ou de salons commerciaux groupant sous un même toit plus de deux exposants est subordonnée à une autori-

sation préalable délivrée par l'autorité compétente. Il sera tenu compte des intérêts légitimes de ceux qui organisent déjà, à intervalles réguliers, de pareilles manifestations dans le canton.

Le canton perçoit des organisateurs une taxe globale variant entre 2 et 5 francs par exposant et par jour suivant l'importance de la manifestation. La taxe peut être reportée sur les exposants.

La commune sur le territoire de laquelle a lieu le comptoir peut également prélever une taxe globale qui ne peut dépasser celle perçue par le canton.

Le commerçant-exposant peut vendre sa marchandise sans être astreint au paiement d'une patente individuelle de déballage, sous les réserves formulées à l'article 52, alinéa 3.

Art. 54¹

L'organisateur d'expositions ou de démonstrations à caractère commercial avec ou sans prise de commandes doit au préalable obtenir une autorisation délivrée par l'autorité compétente contre paiement d'un droit pouvant varier entre 100 et 1000 francs selon l'importance et la durée de l'exposition ou de la démonstration. Les formalités à accomplir à cet effet seront précisées par voie d'arrêté du Conseil d'Etat.

L'autorisation n'est pas requise pour le commerçant régulièrement établi dans la commune où a lieu l'exposition.

Si des ventes directes au consommateur ont lieu lors de ces opérations, celles-ci sont considérées comme du déballage soumis au paiement d'une patente qui remplace alors la perception du droit prévu à l'alinéa premier qui pour le surplus demeure applicable. Sont en outre réservées les dispositions des articles 14 et 34 de la loi.

Chapitre 6: Mesures administratives et dispositions pénales**Art. 55³**

Les organes du service cantonal compétent, les préposés communaux à la police du commerce et les agents de la police communale sont chargés de veiller à l'application de la présente loi.

Ils peuvent en tout temps effectuer des contrôles et ont, à cet effet, libre accès aux emplacements et locaux où s'exerce l'une des activités tombant sous le coup de la présente loi; ils sont en outre en droit d'exiger séance tenante la production de la patente.

Ils peuvent proposer au service cantonal compétent l'assujettissement à la patente ou son retrait et son non-renouvellement en conformité des dispositions de l'article 27. Ils lui dénoncent les infractions qu'ils constatent après en avoir dressé procès-verbal.

Art. 56¹

Les décisions du service cantonal compétent, ainsi que celles de la commune peuvent faire l'objet d'un recours à interjeter auprès du département compétent dans un délai de trente jours dès leur notification selon les modalités prévues par la loi sur la procédure et la juridiction administratives.

Les décisions du Département prises en première instance peuvent être attaquées par un recours au Conseil d'Etat dans le même délai et selon la même procédure.

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent, s'appliquent également aux prononcés d'amendes.

Art. 57¹

Celui qui contrevient aux dispositions de la présente loi est passible d'une amende pouvant aller de 50 à 5000 francs. Les dispositions de l'article 326 du Code pénal suisse sont applicables par analogie, lorsque l'infraction est commise dans la gestion d'une personne morale ou d'une société commerciale.

La répression a lieu conformément aux principes énoncés au chapitre premier de la loi cantonale du 8 février 1944 sur les contraventions de police.

Indépendamment de l'amende et du retrait immédiat de la patente ou de l'autorisation, le contrevenant est appelé à payer la totalité des droits éludés.

Art. 58³

La poursuite de la contravention a lieu d'office sur dénonciation d'un des organes désignés à l'article 55, alinéa 1, ou sur plainte de tout intéressé; elle se prescrit par deux ans dès la fin des agissements délictueux.

Le service cantonal compétent est chargé de l'instruction; il peut requérir le concours de la police communale.

Art. 59

Sauf dans les cas où la compétence de la commune est réservée (articles 8, 9, 10, 11, 30, 31, 34, alinéa 3, et 35, alinéa 1) les amendes sont prononcées au profit de la caisse d'Etat par le département compétent.

Dès qu'elle est devenue exécutoire, l'amende se prescrit après trois ans. Si elle n'est pas payée, elle peut être convertie en arrêts par décision du département compétent, selon les dispositions de la loi cantonale sur les contraventions de police.

Art. 60

Les actes de concurrence déloyale au sens de la loi fédérale du 30 septembre 1943 ou de toute autre législation en la matière relèvent exclusivement du juge civil ou pénal.

Art. 61

Les infractions à l'ordonnance du Conseil fédéral du 16 avril 1947 sur les liquidations et opérations analogues sont réprimées conformément aux dispositions des articles 57, 58 et 59, sauf si elles sont punies des arrêts ou de l'emprisonnement.

Dans ce cas l'autorité administrative transmet le dossier au juge pénal qui poursuit l'infraction conformément aux dispositions du Code de procédure pénale du canton du Valais.

Art. 62

Tout agent désigné à l'article 55, alinéa 1 qui constate une contravention, peut immédiatement séquestrer les marchandises offertes en vente, la recette provenant des entrées au spectacle, de l'activité déployée ou de la vente pratiquée, ainsi que les instruments, appareils et objets qui sont en possession du contrevenant.

Celui-ci peut s'opposer au séquestre, s'il fournit séance tenante des sûretés suffisantes.

Le règlement déterminera la procédure à suivre et statuera sur le sort réservé à l'argent, à la marchandise et aux objets séquestrés.

Chapitre 7: Dispositions finales et transitoires**Art. 63**

Les patentes et autorisations délivrées sous l'empire des anciennes dispositions sont valables jusqu'à leur échéance.

Les infractions commises avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui n'ont pas encore été réprimées seront punies selon le droit le plus favorable.

Art. 63bis¹

Les montants fixes ou variables dont il est question aux articles 12, 13, 29, 29bis, 29ter, 29quater, 50, 50bis, 50ter, 53 et 54 de la loi pourront, par voie de décret du Grand Conseil, être adaptés à l'indice suisse des prix à la consommation, si celui-ci subit une hausse ou une réduction notable.

L'indice à la fin du mois qui suit la mise en vigueur de la présente loi est déterminant pour calculer la variation.

Art. 64¹

Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, toutes les dispositions contraires sont abrogées, en particulier:

- a) la loi du 13 novembre 1923 sur l'exercice du commerce, de l'industrie et de l'activité professionnelle;
- b) les articles 26 et 27 de la loi cantonale sur le travail du 16 novembre 1966;
- c) l'arrêté du Conseil d'Etat du 25 novembre 1981 concernant le tarif des taxes et émoluments à percevoir en vertu de la loi du 20 janvier 1969 sur la police du commerce;
- d) le décret du 3 février 1983 modifiant l'article 40 de la loi du 20 janvier 1969 sur la police du commerce au sujet de la vente itinérante par camions-magasins.

Art. 65

La présente loi est soumise à votation populaire.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur et édicte toutes dispositions nécessaires à son application; celles prises par la voie du règlement seront soumises à l'approbation du Grand Conseil.

Ainsi adopté en seconds débats, en séance du Grand Conseil à Son, le 20 janvier 1969.

Le président du Grand Conseil: **M. Copt**
Les secrétaires: **A. Burrin, P. Amherd**

Intitulé et modifications	Publication	Entrée en vigueur
L sur la police du commerce du 20 janvier 1969	RO/VS 1969, 321	1.1.1970
¹ modifications du 30 janvier 1985: a. : art. 36, 42, 45, 47; n. : art. 29 <i>bis</i> , 29 <i>ter</i> , 29 <i>quater</i> , 49 <i>bis</i> , 49 <i>ter</i> , 50 <i>bis</i> , 50 <i>ter</i> , 63 <i>bis</i> ; n.t. : art. 1, 4-6, 11-14, 16, 17, 19, 21, 22, 24-26, 29, 31-34, 40, 41, 48-54, 56, 57, 64	RO/VS 1985, 16	1.1.1986
² L abrogeant la loi sur les représentations cinématographiques et autres spectacles analogues du 13 novembre 1995: a. : art. 14 <i>a</i> ; n.t. : art. 21, 24	RO/VS 1996, 44	15.3.1996
³ L modifiant la L sur la police cantonale du 23 novembre 1995: n.t. : art. 55, 58	RO/VS 1996, 77	1.5.1996
⁴ modifications du 16 septembre 1998: n. : art. 48 <i>bis</i>	RO/VS 1998, 172	1.1.1999
⁵ L d'application de la LF sur les jeux de hasard et les maisons de jeu du 6 février 2001: a. : art. 48 <i>bis</i>	RO/VS 2001, 66	1.4.2001
⁶ L concernant l'ouverture des magasins du 22 mars 2002: a. : art. 10, 11	BO No 19/2002	1.11.2002
a. : abrogé; n. : nouveau; n.t. : nouvelle teneur		